

# « Il faut surtout rechercher une politique de compétences »

LE PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION PATRONALE MONÉGASQUE (FPM), PHILIPPE ORTELLI, JUGE QUE FACE À LA CRISE LE MAINTIEN DES INVESTISSEMENTS DE L'ÉTAT EST VITAL.

## Depuis quand la crise touche Monaco ?

À l'opposé de celle des pays voisins, notre économie est beaucoup plus orientée vers l'international. Ce qui fait que nos entreprises ont été pleinement touchées par la crise dès 2008. Par contre, comme ce sont majoritairement des petites entreprises situées souvent sur des marchés de niche, pour la plupart, elles ont pu s'en sortir sans trop de dégâts. Même si on a malgré tout constaté une recrudescence du nombre de dépôts de bilan. Néanmoins, les chefs d'entreprises ont maintenu l'emploi : le nombre d'heures travaillées stable depuis 2008, puis en hausse depuis 2010, en est la preuve.

## Quelles entreprises souffrent le plus ?

Selon les secteurs, les baisses d'activités ont été cycliques et ne sont donc pas intervenues forcément de la même manière. En 2008, le secteur des pièces automobiles a beaucoup souffert. Aujourd'hui, ce sont les entreprises du bâtiment, c'est-à-dire dans un premier temps le gros œuvre et après les autres corps d'état, qui manquent d'activité économique, car le gouvernement est dans l'expectative. De plus, les promoteurs privés n'arrivent plus à trouver assez de surfaces disponibles, ni à obtenir les droits à bâtir suffisants pour continuer à développer l'activité économique.

## Pourquoi Monaco tarde à sortir de la crise ?

Parce que l'Europe tarde aussi à sortir de la crise. Car, même si Monaco n'est pas directement concerné par la crise des dettes

publiques qui touche les grandes puissances occidentales, il n'en fait pas moins partie d'une planète économique désorientée et de moins en moins sûre. La situation européenne est préoccupante. De même que les incidences futures des différents plans de redressement budgétaire sur la croissance économique de ces pays. Notre économie est liée à celle des Etats voisins. S'ils entraînent en récession, nous serions forcément impactés. D'où la nécessité d'une gestion plus rigoureuse de notre budget.

## Le moral des chefs d'entreprises de la principauté semble au plus bas ?

Le moral des chefs d'entreprises n'est pas au plus bas. Par contre, ils sont soucieux de l'avenir. Et ils attendent de l'administration monégasque qu'elle retrouve son efficacité d'antan. C'est-à-dire qu'elle soit à l'écoute de leurs vrais besoins et qu'elle sache se remettre en cause sur certains projets inutiles.

**« Notre économie est liée à celle des Etats voisins. S'ils entraînent en récession, nous serions forcément impactés. D'où la nécessité d'une gestion plus rigoureuse de notre budget »**

## Un exemple ?

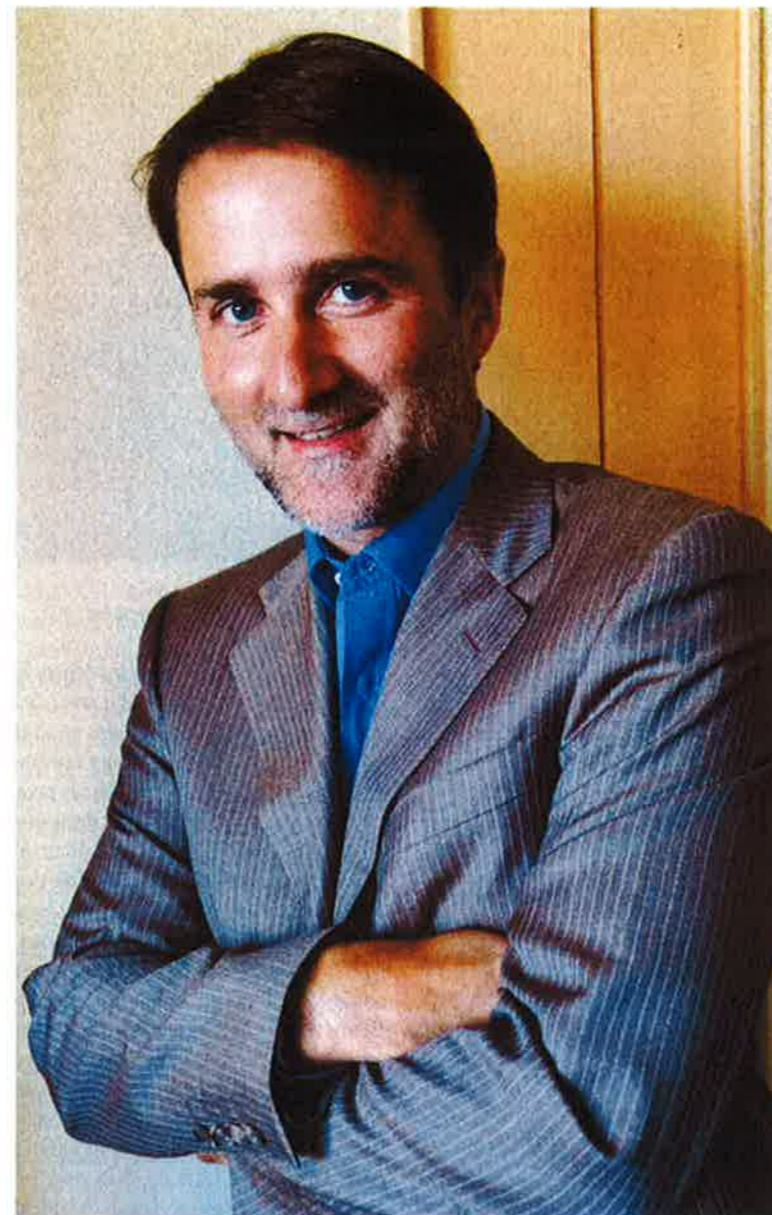
Le tunnel descendant. D'abord, parce qu'en terme d'accessibilité, il ne répond pas aux besoins des salariés monégasques venant tous les jours travailler en principauté. D'ailleurs, les embouteillages de Cap d'Ail ne seront pas résorbés avec cet ouvrage. Ensuite, parce qu'il ne permet pas non plus

d'accéder de façon aisée au quartier du casino, de Monte-Carlo et des banques, ni de déboucher directement à Fontvieille. Enfin, il ne répond pas non plus aux exigences des clients qui doivent se rendre dans les hôtels de luxe de la Principauté ou dans le carré d'or pour y consommer. Ce tunnel ne part pas du bon endroit et n'arrive pas au bon endroit. Par contre, nous avons besoin d'ouvrages qui améliorent une circulation automobile absolument nécessaire à l'économie du pays. On le voit encore récemment, avec les grèves des trains. Et la SNCF qui n'est toujours pas fiable et qui se lance dans des travaux.

## Comme le gouvernement, vous pensez qu'il faut faire des économies ?

Oui, il faut effectivement faire des économies sur certains postes du budget. Et en particulier faire mieux travailler les gens en utilisant les possibilités de reclassement entre services et en ne remplaçant

pas forcément tous les départs en retraite. De plus, on constate clairement que lorsque l'administration nomme la bonne personne à la bonne place, les services fonctionnent beaucoup mieux. Or, il y a de nombreux fonctionnaires très compétents qui ne demandent qu'à apporter leur énergie au pays.



## L'équilibre budgétaire dans 3 ans annoncé par Michel Roger, vous y croyez ?

Dans une récente interview, le ministre d'Etat appelait à la prudence et à la discipline budgétaire, dans l'objectif d'arriver à l'équilibre d'ici à 3 ans. On ne peut que se réjouir de cette prise de conscience du gouvernement. Dans le contexte international actuel, le déficit public de l'Etat moné-

gasque, qui frôle les 100 millions d'euros en 2011, ne doit pas se creuser davantage. Déjà, le budget de l'Etat est entravé par des dépenses de fonctionnement qui ont augmenté de 100 millions d'euros entre 2000 et 2005. Puis de 200 millions d'euros entre 2005 et 2010.

## Ces dépenses sont trop élevées ? Etait-ce bien raisonnable ? Cela nuit au

**« Les dépenses d'investissement préparent le futur, en stimulant la croissance économique et l'emploi »**

maintien du ratio historique de 1/3 de dépenses d'investissement dans le budget total. Or, ces dépenses-là font tourner la machine économique, à peine sortie de la crise de 2008. Les dépenses d'investissement préparent le futur, en stimulant la croissance économique et l'emploi. C'est pourquoi les investissements les plus importants de l'Etat doivent être préservés au maximum. La majeure part de l'effort budgétaire devrait se porter sur les dépenses de fonctionnement, qui ont augmenté de 75 % depuis 10 ans, alors même que l'inflation n'a progressé que de 23 %.

## C'est vraiment une obligation ?

L'Europe entre dans une période de faible croissance. Du coup, plus question de miser sur la hausse de nos recettes futures pour générer d'importantes recettes budgétaires supplémentaires. Pour garantir son autonomie financière, Monaco doit réajuster par prudence ses dépenses au niveau de ses ressources actuelles. Ces 25 dernières années, la Suède, le Canada ou la Finlande ont d'ailleurs réussi leurs réformes budgétaires, non pas en augmentant leurs recettes, mais en réduisant leurs dépenses de fonctionnement.

## D'autres pays ont des modèles à suivre ?

D'autres voies, comme celle de l'Allemagne, sont aussi à explorer. Outre-Rhin, ce pays s'est scrupuleusement tenu éloigné des spéculations tous azimuts, en faisant au contraire la part belle aux PME familiales obnubilées par la qualité, l'innovation et destinées à être léguées aux générations suivantes. De plus, les Allemands ont toujours maintenu à des niveaux raisonnables



ALLEMAGNE/« Aujourd'hui, c'est l'Allemagne qui donne le rythme à l'Europe. Pourquoi ne pas emprunter quelques idées à ce modèle économique qui marche ? » Philippe Ortelli, Président de la FPM.

les loyers d'habitation, en jugulant toute hausse immobilière déraisonnable. Résultat, il n'y a pas eu d'augmentation excessive des loyers en Allemagne, à l'opposé de la Côte d'Azur où le manque de logements pour actifs est flagrant et a poussé à la hausse des loyers.

#### L'Allemagne a d'autres atouts ?

Oui. Car ils ont su effectuer et accepter les réformes Hartz<sup>(1)</sup> douloureuses à temps, que ce soit en matière de prestations sociales, mais aussi en faisant passer le nombre de fonctionnaires de 4,9 millions en 2000 à 4,6 millions en 2010... Résultat : un budget bientôt à l'équilibre, une croissance, un excédent commercial survitaminés, un chômage et un déficit budgétaire maîtrisés. Aujourd'hui, c'est l'Allemagne qui donne le rythme à l'Europe. Pourquoi ne pas emprunter quelques idées à ce modèle économique qui marche ?

#### Votre analyse sur les coupes budgétaires réalisées par le gouvernement ?

Nous ne pouvons que louer l'orthodoxie budgétaire qui souhaite retrouver un équilibre global du budget en 2014. Ce qui est important, c'est qu'en s'imposant une cure de minceur, nous sommes obligés de nous poser les bonnes questions sur les

dépenses de fonctionnement, les évaluer une par une pour n'en garder que les plus pertinentes. Il ne s'agit pas de sabrer les fonctionnaires dans leurs salaires, mais d'utiliser les compétences au mieux, sans doublons, ni dépenses inutiles.



BOUCHONS/« Le tunnel descendant ne part pas du bon endroit et n'arrive pas au bon endroit. Par contre, nous avons besoin d'ouvrages qui améliorent une circulation automobile absolument nécessaire à l'économie du pays. » Philippe Ortelli, Président de la FPM.

#### Il faut réduire les dépenses d'investissement ?

Au contraire. Il faut conserver les dépenses d'investissements au niveau d'un tiers des dépenses globales. Alors qu'elles ne sont qu'à 25 % pour 2012, en tenant compte de la provision de 40 millions d'euros pour le nouvel hôpital qui ne sera pas dépensée réellement. Or, si on retire ce montant, le taux passe seulement à 21 %. Bien loin des 33 % historiques, puisque nous passons du tiers au cinquième ! Ce qui est logique, puisque les dépenses de fonctionnements ont augmenté de 300 millions d'euros en 10 ans à peine ! Si ces dépenses n'avaient évolué que par rapport à l'inflation, elles n'auraient augmenté que de 93 millions en 10 ans. Ce qui permettait de garder 100 millions pour les investissements en plus. Et donc de garder le ratio de 33 % pour les investissements. Et même d'avoir un budget à l'équilibre au lieu de près de 90 millions de déficit. Au fond, c'est la maîtrise des dépenses année après année qui est le secret d'une prospérité maintenue... A Monaco, nous n'avons pas besoin d'une relance par la dépense publique financée par déficit. On peut tous aujourd'hui constater que cela n'a pas marché dans de nombreux pays européens, bien au contraire. Et que ces dettes reviennent comme un boomerang vers ceux qui les ont initiés.

« Sans la provision de 40 millions pour le nouvel hôpital, les dépenses d'investissement passent seulement à 21 %. Bien loin des 33 % historiques ! »

#### Mais ces économies budgétaires risquent de rendre Monaco moins attractif pour les grosses fortunes ?

Non, au contraire. Les grandes fortunes sont intéressées par Monaco et notre système original. Nous nous devons de prouver sa viabilité à long terme. Pour cela, il faut que l'administration soit performante, efficace, et rapide dans ses délais de réponse. Mais surtout qu'elle améliore la qualité de vie et de circulation. Car ces personnes refuseront catégoriquement, entre autre, de prendre les transports en commun... De plus, la sécurité des personnes et des biens est fondamentale à Monaco. Par contre, là encore, ces clients-là apprécient une véritable simplicité administrative, même pour des choses qui relèvent de la vie de tous les jours. Notamment pour l'immatriculation des véhicules.

#### Quelle politique de relance vous aimeriez voir mise en place ?

Il ne s'agit pas d'une politique de relance, mais plutôt d'une politique de compétences. Cela signifie que les bonnes personnes avec les bonnes compétences doivent être aux bons postes. Une personne ne peut pas donner le maximum de son potentiel dans toutes les fonctions. Car ce n'est pas d'argent dont les chefs d'entreprises ont besoin. Mais plutôt d'avoir des partenaires compétents, rapides et fiables dans l'administration. Nous demandons depuis des années certaines modifications légales ou réglementaires, qui permettraient de développer l'activité. L'Etat se doit de répondre rapidement à ces demandes. Tout en en-



EFFORT/« La majeure part de l'effort budgétaire devrait se porter sur les dépenses de fonctionnement, qui ont augmenté de 75 % depuis 10 ans, alors que l'inflation n'a progressé que de 23 %. » Philippe Ortelli, Président de la FPM.

tendant qu'il est absolument nécessaire de suivre le rythme des entreprises privées, soumises à la mondialisation. Car on ne peut plus se permettre d'attendre 9 mois pour proposer des locaux de bureaux à un entrepreneur prestigieux qui voulait s'installer à Monaco... Et qui est finalement parti s'installer en Suisse.

#### Vous êtes optimiste ?

Nous devons être ambitieux pour notre pays, pour qu'il soit le meilleur et continue d'attirer les meilleurs. Son potentiel est énorme. Enfin, nous devons initier sans

brutalité, mais avec assurance, les réformes structurelles vitales pour l'avenir. C'est à ce prix que nous laisserons à nos enfants un pays solide et prospère.

PROPOS RECUEILLIS PAR RAPHAËL BRUN

(1) Le 1<sup>er</sup> janvier 2005 les réformes « Hartz » portant sur l'indemnisation du chômage ont été lancées en Allemagne par l'ex-directeur des ressources humaines de Volkswagen, Peter Hartz. Des mesures décidées par le chancelier Gerhard Schröder. Objectif : pousser les chômeurs à trouver un emploi en durcissant les conditions d'indemnisation et en facilitant le cumul de l'aide sociale avec une activité salariée.